

L'industrie du cuir victime de "circuits parallèles" au Burundi

PANA, 25 juillet 2017 Bujumbura, Burundi - L'industrie du cuir accuse un faible rendement, malgré un potentiel animalier jugé "important" au Burundi, à cause des "circuits parallèles", a déploré, lundi, le deuxième vice-président de la République, chargé des questions économiques et sociales, Joseph Butore, lors d'une descente sur le terrain, à Bujumbura. Deux industries des peaux et du cuir sont officiellement enregistrées au Burundi, dont "African tannery compagny" (la plus connue) et c'est de là que le vice-président burundais a pointé des « circuits parallèles » à l'origine du manque à gagner pour le trésor public.

Le vice-président burundais a inscrit sa tournée dans la continuité des efforts du gouvernement visant à soutenir et encourager tous les secteurs de production susceptibles de générer une valeur ajoutée en termes de devises fortes dont le pays a tant besoin. Le hasard de calendrier a voulu que le maire de la ville de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, soit, de son côté, à Kamenge, un quartier d'affaires, au nord de la capitale, procédant à la fermeture de deux abattoirs clandestins et à la saisie d'une trentaine de peaux, ainsi que de neuf chèvres sur le point d'être dépecées. Concernant l'industrie du cuir, un kilogramme de peau exportée peut rapporter entre un et trois dollars américains, suivant la qualité de l'animal, d'où l'engouement des circuits parallèles pour le secteur, a expliqué le vice-président burundais. Au nombre d'animaux abattus quotidiennement, il y avait moyen, pour le vice-président burundais, de faire passer l'industrie du cuir au premier rang des autres produits d'exportation traditionnels et pourvoyeurs de devises fortes. Le haut responsable gouvernemental a toutefois estimé qu'il fallait tenir compte des questions environnementales dans la promotion de l'une des industries réputées polluantes au Burundi et dans le monde. Au Burundi, le café représente de 90% des recettes d'exportation du pays, suivi du thé et du coton, dans des proportions moindres, disent les statistiques officielles. La diversification de l'économie nationale, naguère basée sur l'agriculture et les apports extérieurs, semble s'imposer chaque jour davantage par ces derniers temps de crise multiforme au Burundi. Les principaux bailleurs de fonds traditionnels ont tourné le dos au pays pour cause de crise politique et des droits de l'homme autour des élections générales controversées et marquées de violences de 2015. L'Etat burundais concède, ces derniers temps, des permis d'exploration et d'exploitation des minerais en grand nombre, ce qui a débouché, le 20 juillet, sur la mise en chantier d'un premier gisement industriel des « terres rares » autour de Bujumbura la capitale burundaise. D'autres concessions portent sur des gisements d'or et de Nickel dont l'exploitation effective devrait révolutionner l'économie nationale, estime-t-on sur la base des réserves avérées au Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});